

ET SI L'ON NE RESISTAIT PAS...

Certes, les auteurs de l'initiative "Pour une Suisse sans armée et pour une politique globale de paix" ne sont pas des traîtres. Et ce n'est pas forcément dans l'intention de livrer notre pays, pieds et poings liés, à tel ou tel envahisseur qu'ils recommandent de la voter.

Ce n'est pas par couardise qu'ils ne veulent plus d'armée. Même s'ils savent que l'on a plus de risques d'être tué en combattant les armes à la main qu'en restant caché.

Toutefois, ces pacifistes-là ont-ils déjà réfléchi à la question de savoir pourquoi, dans notre pays, les sociétés d'assurances signent tant de contrats chaque année ? La réponse est facile à donner. Parce que les Suisses aiment à se prémunir contre les risques les plus divers.

Dès lors, croit-on qu'ils accepteront de renoncer à leur armée, qui constitue pour eux l'assurance suprême, puisque c'est elle qui doit garantir notre indépendance ? Qu'on se souvienne ! Est-ce à sa mission humanitaire ou à son armée que la Suisse doit d'avoir été préservée d'un envahissement par l'Allemagne hitlérienne quand celle-ci voulut contourner la ligne Maginot ?

Voulons-nous imiter la Principauté du Liechtenstein qui, depuis 1868, n'a plus d'armée ? Qu'on se rappelle les mesures qui y furent prises lors de la dernière guerre si, d'aventure, un envahisseur avait voulu la traverser.

Chaque famille devait préparer de la nourriture. Et, si les cloches des églises avaient commencé à sonner (signe que le pays était attaqué), les femmes se seraient aussitôt réfugiées dans les forêts avec leurs enfants tandis que les hommes, eux, seraient restés à la maison ?

Pourquoi faire ? On peut se le demander... Pour se dire, sans doute, que leur pays aurait peut-être été épargné s'il avait été armé. Pour trembler en constatant qu'ils n'avaient pas de moyens de se défendre. Pour avoir honte de leur insouciance. Heureusement, la Principauté a été préservée. Mais c'est peut-être à la Suisse qu'elle le doit. A la Suisse et à son armée.

Quant aux pacifistes helvétiques, que feraient-ils si, ayant refusé de donner à la Suisse les moyens d'avoir une armée, ils avaient à faire face ? Se coucheraient-ils devant les tanks ?

Ceux qui mettent si haut l'idéal pacifique ne sont-ils pas les premiers, en d'autres occasions, à magnifier l'idéal de la liberté ?

## ET SI NOUS PARLIONS DE LA PAIX ?

S'il est un bien convoité par chacun, parce que très précieux, c'est, à n'en pas douter la paix; la paix dans son être profond, la paix en famille, la paix entre voisins, la paix au village, la paix des langues, la paix dans son pays, la paix dans le monde.

La paix ne nous est pas offerte, toute prête, sur un plateau. Elle n'est pas une notion passive. La paix se construit jour après jour. Elle demande une volonté délibérée, elle exige patience et persévérance. Sans cesse, il faut remettre l'ouvrage sur le métier.

Ce qui est vrai pour notre vie personnelle, pour la vie en communauté, s'applique également, et d'autant plus, pour notre pays.

De la paix, il va en être question d'une manière plus intense, ces prochains temps, puisque, le 26 novembre prochain, le peuple suisse rendra son verdict quant à l'initiative populaire: "Pour une Suisse sans armée et pour une politique globale de paix."

Cette initiative, qui peut nous paraître farfelue, a le mérite de nous interroger sur la valeur de nos institutions, en particulier sur le rôle de l'armée. Il est étonnant, à mon avis, que ses auteurs semblent opposer l'armée à une politique globale de paix. L'armée, au contraire, vient au secours de la paix. Sans sécurité, pas de paix possible. En effet, la défense crédible de notre pays, la neutralité armée, la reconnaissance de l'armée suisse répondent aujourd'hui, mais aussi demain, à une nécessité de politique de sécurité et d'engagement à la paix.

L'armée suisse est une armée défensive. Son devoir est de riposter aux frontières du pays en cas d'attaques étrangères. Nos troupes ne menaceront jamais de leur propre chef la paix internationale. Par contre, l'existence de l'armée suisse est manifestement liée à des opérations de politique pacifique. D'ailleurs, elle apporte sa part aux efforts entrepris pour la paix.

Les femmes, de par leur nature, sont très sensibilisées au problème de la paix. Elles auront leur mot à dire lors de la votation du 26 novembre. Qu'elles ne se laissent pas piéger par cette contradiction: nous voulons une politique globale de paix: donc supprimons l'armée.

Le Concile Vatican II, dans un de ses textes, déclare: "Quant à ceux qui se vouent au service de leur patrie, dans la vie militaire, qu'il s se considèrent

eux aussi, comme les serviteurs de la sécurité et de la liberté des peuples. S'ils s'acquittent correctement de cette tâche, ils concourent vraiment au maintien de la paix."

Ainsi, celui qui s'engage pour la paix, ne peut, raisonnablement, pas refuser l'existence de l'armée.

Je souhaite qu'un large dialogue s'engage, ces prochains temps, dans le respect et la tolérance. Ce sera aussi l'occasion de vérifier et d'intensifier notre propre capacité à construire la paix.

Elisabeth Déglise  
conseillère nationale

Initiative pour une Suisse sans armée  
**LA PAIX ILLUSOIRE**

L'histoire de l'humanité est une alternance de guerres et de paix, de défaites et de victoires, de misère et de prospérité. Le 20e siècle n'échappe pas à la règle. Avec l'accélération du rythme de vie et l'extraordinaire rapidité des communications, on s'aperçoit qu'il est même tout à la fois, grandeur et déchéance, stabilité et déchirement, selon l'heure et l'endroit de la planète où l'on se trouve.

Le 26 novembre prochain, les Suisses sont appelés à se prononcer en votation fédérale sur l'initiative populaire "pour une Suisse sans armée et pour une politique globale de la paix". Disons-le d'emblée: il faut refuser ce texte sans équivoque. Au-delà de la réaction spontanée, du simple réflexe de sauvegarde, de nombreuses bonnes raisons motivent en effet ce choix fondamental. Examinons-les de plus près.

Lancée par le "Groupement Suisse sans armée", cette initiative populaire a été déposée le 12 septembre 1986, munie de 111 300 signatures valables. Il s'agit d'un projet rédigé de toute pièce, qui prévoit de modifier les articles 17 et 18 de la Constitution fédérale, en décrétant notamment trois choses: "la Suisse n'a pas d'armée"; "il est interdit à la Confédération, aux cantons, aux communes ainsi qu'aux particuliers et aux groupes privés d'instruire ou d'entretenir des forces armées"; et "la Suisse mène une politique globale de paix qui renforce l'autodétermination du peuple tout en favorisant la solidarité entre les peuples".

Pour faire définitivement table rase, l'initiative précise encore qu'"aucune disposition de la présente constitution ne peut être interprétée en ce sens qu'elle présuppose ou justifie l'existence d'une armée." Enfin, des dispositions transitoires prévoient que les nouveaux articles 17 et 18 de l'initiative doivent être mis en application dans les 10 ans qui suivent leur acceptation par le peuple et les cantons. En outre, sitôt ces articles acceptés, il n'y aura plus ni écoles de recrues ni cours de répétition, d'instruction ou complémentaire. En un mot: le vide militaire absolu.

Que penser d'exigences aussi extrêmes qu'utopiques, en regard des enseignements du passé? Car il n'est pas nécessaire de remonter aux guerres puniques pour se rendre compte que d'une manière générale, la survie d'un Etat dépend de sa volonté de défense. Cette règle n'est d'ailleurs pas propre aux entités politiques. Tout organisme sans défense vit en sursis jusqu'à la prochaine agression qui lui sera fatale. C'est une loi naturelle.

Comme les autres pays, la Confédération ne s'est pas faite en un jour, ni sans douleurs. Bien qu'elle ait la chance de jouir actuellement de la paix depuis de nombreuses années, elle n'en doit pas pour autant sacrifier les exigences élémentaires de sa sécurité, sur l'autel de quelques phrases creuses, chaque jour contredites par la violence qui embrase le monde. Certes, l'armée suisse n'est pas exempte de critiques; elle n'en demeure pas moins un gage important de cohésion et d'indépendance du pays.

L'initiative du "Groupement Suisse sans armée" est parfaitement illusoire et irresponsable. C'est pourquoi tant le Conseil fédéral que les Chambres l'ont rejetée. Le 26 novembre, il faut en faire autant et voter non.

Florian Grimm

## LES VRAIES LECONS

Les pacifistes, on le sait, n'en sont pas à une contradiction près. Faut-il s'en étonner ? Bien sûr que non, car leur but n'est pas d'être logiques, mais bien de saper les fondements de la défense nationale.

Résultat: des arguments puisés à tous les râteliers, parfois au ras des pâquerettes et aux confins de la pire mauvaise foi, qui excitent non seulement la noble aspiration à la paix, mais aussi les sentiments les plus éloignés du sens civique.

Premier exemple: la commémoration de la Mob. Faut-il les entendre, ces messieurs-dames du "GSOA" (groupe pour une Suisse sans armée), ridiculiser les vétérans qui, à les en croire, choqueraient le monde entier en "fêtant" le début des hostilités! Comme il n'est pire sourd que ceux qui ne veulent pas entendre, on ne se donnera pas la peine de leur rappeler que "Diamant" n'aura été, en toute simplicité, qu'un geste de reconnaissance à l'égard de ceux qui accomplirent, au prix de leur vie familiale et professionnelle, leur devoir. Aujourd'hui, trois semaines de cours de répétition paraissent un poids insupportable à nombre de jeunes; alors, ces aînés, qui n'étaient même pas assurés du lendemain, ne mériteraient-ils donc rien d'autre que ricanements et venin ?

Second exemple, lui aussi tiré de l'histoire: les pacifistes, évoquant le rôle de la Suisse pendant la Seconde guerre mondiale, cherchent toujours à populariser la thèse selon laquelle c'est grâce à une fructueuse collaboration avec le Reich hitlérien que notre pays a échappé à l'invasion. L'armée ? Pffouh... elle n'aurait servi à rien.

Aujourd'hui, en revanche, oyez ces pleurnichards: l'armée attirerait la guerre comme le miel les mouches. Pour détruire notre potentiel, on nous assure que l'ennemi éventuel utiliserait son arsenal atomique.

Voilà qui en dit long sur les intentions pacifiques que prêtent nos agnelets aux grandes puissances. Et de surcroît, on croit rêver quand les moralistes qui reprochent à la Suisse de 1940 d'avoir commercé avec l'Allemagne entonnent aujourd'hui le slogan défaitiste et lâche entre tous: "plutôt rouges que morts"!

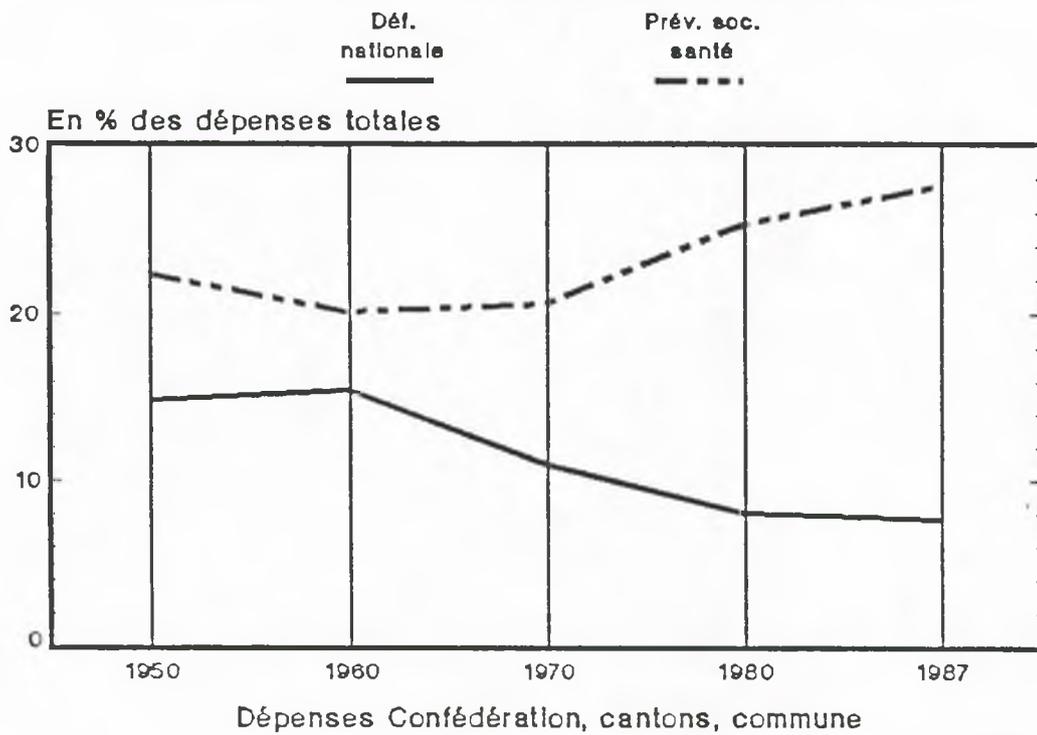
La vérité, si l'on tient tant à tirer les leçons de l'histoire, c'est que le pacifisme n'a fleuri que dans les démocraties, et qu'il a contribué à creuser l'écart des forces entre celles-ci et les empires totalitaires.

Ce ne sont pas les banderolles de joyeux barbus qui ont arrêté Staline sur la route d'Helsinki, mais bien l'héroïque armée finlandaise. En 1940, la France n'aurait eu nul besoin d'une initiative populaire extrémiste, mais de quelques blindés supplémentaires bien disposés. Et aujourd'hui, ce n'est pas sur une pétition ampoulée ou un institut savant que compte le Liban chrétien pour assurer sa survie...

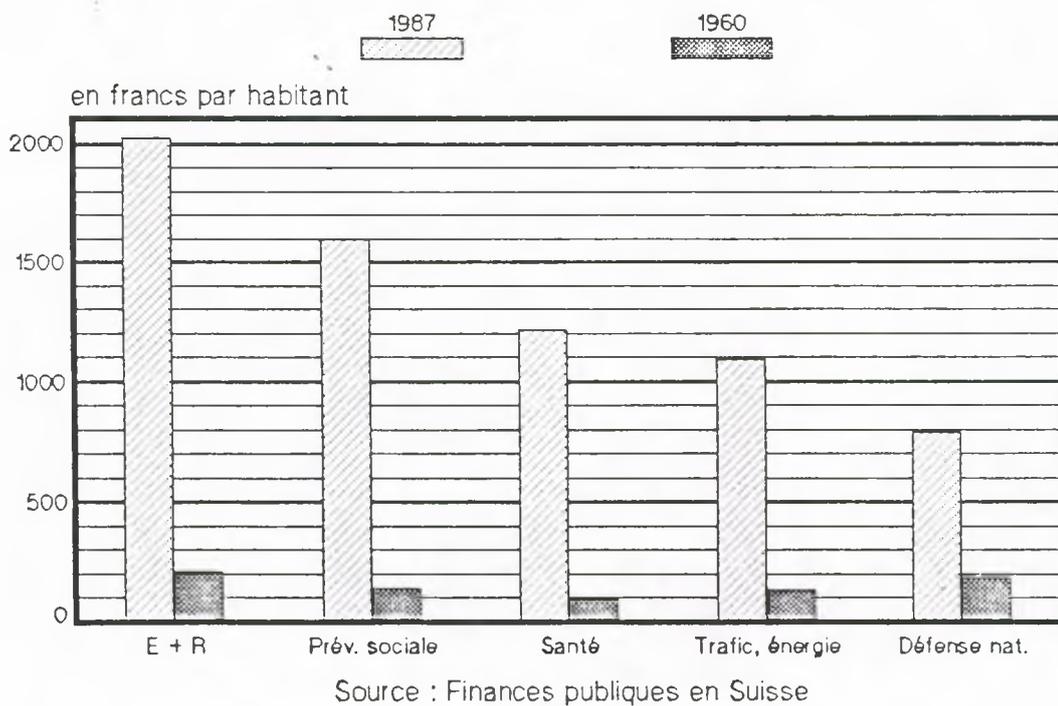
Les moyens de se défendre et de dissuader, c'est moins riant que les petites fleurs, mais cela restera longtemps encore diablement plus efficace.

Joseph Duquesne

## PART DES DEPENSES MILITAIRES EN DIMINUTION au profit de la politique sociale et de la santé



## Dépenses Confédération, cantons, communes 1987



## NOUVELLES VALEURS

Notre société est appelée à gérer le processus d'éducation. Certaines valeurs traditionnelles prennent une nouvelle signification qui se développe au niveau de nos institutions, à commencer par la famille, l'Eglise, l'Etat, les partis politiques, et des domaines de la science, de la technique.

Les valeurs acceptées jusqu'ici comme "l'obéissance", "l'ordre", "le sens du devoir", "l'esprit communautaire" cèdent le pas à "la tolérance", "l'égalité des chances", "l'autonomie", "la réalisation personnelle".

L'individualisme pousse chacun à courir à la recherche de son bonheur personnel, de sa liberté personnelle. Et le consumérisme impose ce comportement qui pose d'abord la question: "De quoi ai-je besoin ?" avant "Qu'est-ce que cela m'apporte ?"

Ces changements induisent une recherche de nouvelles réponses aux questions essentielles.

La paix est dans l'air du temps et du féminin.

L'initiative pour la suppression de l'armée propose la construction d'un âge de paix: les hommes vivraient ensemble dans une harmonie spontanée. Il n'y aurait plus ni rivalités, ni convoitises des mêmes biens, ni volontés divergentes...

Le besoin de paix est ancré aux tréfonds de nos consciences. L'humanité n'a cessé de s'en préoccuper. La paix est à l'origine même de la Création, de notre propre mythe religieux.

De tout temps, mais d'une manière plus marquée aujourd'hui, de nombreuses femmes - des hommes aussi - se préoccupent de paix pour l'avenir de leurs enfants, le sort de leur famille. Cela explique notamment leur ouverture aux possibilités qui s'offrent pour assurer la paix.

Mais l'histoire des peuples nous rappelle que, de tout temps, c'est le droit du plus fort qui s'est imposé. Sur un territoire, il y a toujours une armée. Dans la société civile, les faibles sont les femmes, les personnes âgées, les enfants, les handicapés.

Qui nous garantit, à nous femmes, que l'homme est devenu fondamentalement autre ? Aujourd'hui, nous vivons en période de paix et dans un Etat de droit protégé; or, la statistique des crimes, des viols d'enfants et de femmes nous fait frissonner. ./.

## La civilisation du risque

La politique de sécurité entend faire face aux menaces stratégiques rigoureusement inventoriées. Aujourd'hui, de nouvelles menaces se développent, qualifiées "menaces de notre civilisation", telles le terrorisme, la consommation et le trafic de stupéfiants, les migrations de population, le conflit économique Nord-Sud... etc.

Il est légitime de s'interroger sur l'opportunité de réactualiser la conception de la politique de sécurité de 1973, compte tenu de l'évolution des menaces. Un programme national de recherche "Politique de sécurité" a porté une réflexion sur la vulnérabilité de la Suisse à des menaces non militaires. Cette étude a souligné le fait que nous vivons un état de "paix dangereuse" où fleurit la "civilisation du risque" (Jacques Freymond.- La paix dangereuse).

La volonté d'une participation accrue de la femme à une politique globale de paix et de sécurité est autant due à la nouvelle répartition des rôles entre Homme et Femme dans notre société qu'aux nouvelles formes de menaces latentes et à leur internationalisation.

Je rappellerai un principe de base: plus la chose dont l'être humain peut s'occuper est proche de ses préoccupations, plus il est aisé d'obtenir son engagement à cet effet.

La sécurité et la paix sont d'abord un état intérieur de l'individu, un comportement social. Notre statut de partenaire et les nouvelles menaces de civilisation nous amènent irrémédiablement à nous impliquer davantage; dans un premier temps à nous prononcer, le 26 novembre, pour le maintien de l'armée.

Monique Paccolat  
Conseillère nationale

## AU SERVICE DU PAYS

L'initiative pour la suppression de l'armée prévoit une interdiction totale d'instruire ou d'entretenir des forces armées, que ce soit sur le plan fédéral, cantonal, communal ou dans le privé.

Ainsi, il ne sera plus possible d'assurer sa sécurité, de se défendre.

Pauvre pays qui devra laisser libre cours au terrorisme, aux actions de sabotage, à la violence, à la guerre sans opposer une quelconque résistance.

Les initiants pensent qu'en supprimant l'armée, on va supprimer à tout jamais les actes d'agression contre notre pays.

Permettez-moi d'en douter!

Certes, une armée ne peut pas créer la paix, mais elle est l'instrument le plus efficace pour empêcher la guerre. Cette affirmation se vérifie chez nous depuis plus d'un siècle; depuis que notre armée a pour mission principale de dissuader, donc de prévenir une attaque armée contre la Suisse.

L'oublier, c'est prendre des risques.

Mais il y a plus grave encore: maintenir ou supprimer l'armée constitue un choix existentiel pour un Etat.

Voulons-nous vraiment la perte de notre patrie ? Car à long terme, c'est bien de cela qu'il s'agit.

Il n'y a pas besoin d'être un grand stratège pour comprendre qu'il est impensable de laisser une position aussi importante que la nôtre, au centre de l'Europe, sans forces militaires.

Par convoitise ou pour la sécurité d'autres pays, ce vide stratégique sera comblé tôt ou tard, et nous risquons fort d'avoir sur notre territoire une ou plusieurs armées étrangères contrôlant les passages du Nord au Sud de l'Europe.

A côté de l'élément de sécurité et de maintien de la paix par la dissuasion, notre armée a d'autres raisons d'être.

Pensons à la cohésion nationale, à l'unité du pays. L'armée en est le ciment.

En mettant mon uniforme, je ne me sens pas plus guerrier, mais plus Suisse, plus patriote.

Enlevez le ciment; l'effritement devient inévitable.

Ensuite, l'armée joue un rôle non négligeable dans la protection contre le terrorisme, les agressions de toutes sortes. Elle peut garder des centres vitaux, des aéroports, des réserves d'eau, de carburants. Elle peut intervenir rapidement lors de catastrophes naturelles. Elle est au service du pays, de ses habitants.

C'est aussi pour les jeunes incorporés une école de fidélité, de solidarité, une école où toutes les classes de la population cohabitent dans le respect des autres.

C'est enfin plusieurs dizaines de milliers d'emplois.

Non, ne supprimons pas une institution aussi indispensable, et qui ne coûte en définitive que 800 francs par habitant et par année.

C'est à peu près ce que chaque Suisse dépense pour le tabac et pour l'alcool.

Pierre Savary  
conseiller national

REFLECHISSEZ, MADAME!

La scène se passe dans le sous-voile de la gare d'une ville romande. Un samedi matin, vers 11 h., descendu du train arrivant de Zürich, un soldat âgé de 23 à 25 ans, se dirige vers la sortie.

Il tousse à fendre l'âme. En s'y reprenant à plusieurs fois. Avant de monter l'escalier qui le conduira vers la sortie, il s'arrête au kiosque à journaux pour acheter le quotidien local.

Prise de pitié, la vendeuse l'interroge:

-C'est au service militaire que vous avez pris froid ?

-Oui! Nous avons dû coucher trois nuits de suite sous tente, aux Grisons, en n'ayant qu'une seule couverture pour nous réchauffer.

Prise de compassion, la vendeuse manifeste son étonnement et constate simplement:

-Alors! Le 26 novembre, inutile de vous demander ce que vous voterez ?

-Pardon!

-Après un traitement comme celui-là, je pense que vous n'aurez pas tellement l'intention de voter pour le maintien de l'armée.

Interloqué, voire choqué, le jeune soldat ajoute aussitôt:

-Eh! Faudrait pas pousser le bouchon trop loin. Ce n'est pas une "crève" contractée au service militaire qui justifie pareille conclusion. Faut réfléchir un peu, Madame!

Espérons qu'ils seront nombreux à réfléchir ceux qui, à la fin novembre, repousseront une initiative qui, signée parfois sous l'impulsion de bons sentiments, conduirait au désastre si l'on n'y prenait garde.

De surcroît, quand les premiers intéressés sont convaincus de la raison d'être de notre armée, ce n'est pas à l'arrière de flancher.

Jean-Claude Duvanel

**COMITE ROMAND CONTRE LA SUPPRESSION DE L'ARMEE**  
Case postale 101

1211 Genève 3

UNE SUISSE SANS ARMEE  
UN CORPS SANS DEFENSE

Le SIDA fait les ravages que l'on connaît. Il laisse le corps humain sans défense vis-à-vis des agressions extérieures quelles qu'elles soient, même les plus petites.

Des milliers de chercheurs de par le monde s'emploient à lui trouver une parade. Des millions de francs et de dollars sont dépensés chaque année dans ce but.

Il faut comparer un Etat à un corps humain. Comme lui, un pays est constitué de multitudes de cellules dont chacune a une fonction bien précise. C'est toute une organisation voulue par la population dans le but de vivre ensemble en "corps constitué".

La Suisse s'est organisée pour vivre en paix dans le respect de chacun, dans la liberté et sans avoir à dépendre de l'étranger.

Elle s'est donnée une constitution, des lois et règlements. Volontairement, par des votations successives, par un engagement de tout un chacun. Elle s'est aussi donnée une force armée afin de se protéger contre des agressions éventuelles de l'extérieur, afin de protéger son identité, ses libertés, son organisation, sa manière de vivre.

Et voilà qu'un groupe de citoyens veut supprimer cette armée.

Nous devons certes les respecter. Ils profitent de la liberté d'initiative que nos anciens ont acquise par la force et défendue grâce à l'armée.

Mais il faut examiner les conséquences de leur démarche.

Un pays ouvert à l'étranger ayant perdu la maîtrise de son sort et de son destin.

Il est possible que le temps des agressions armées soit terminé. Ce serait heureux. Mais rien ne vient cautionner cette idée. Le risque est toujours latent et pourrait nous surprendre.

Les agressions toutefois ne prennent pas toutes la forme armée. Il en est d'autres plus sournoises. Pensons à certaines pressions dont notre pays pourrait être la victime, soit dans le domaine économique, dans celui de nos institutions ou de notre politique extérieure.

IL ne se passera certes rien si, par malheur, l'initiative était acceptée. Du moins pas à moyenne échéance. Mais, comme pour ceux qui portent le virus du SIDA, nous serons un pays affaibli, intérieurement malade, même sans signes extérieurs.

Et nous pourrions bien nous réveiller un jour attaqué par des influences extérieures auxquelles nous ne pourrions plus résister.

Il nous restera les yeux pour pleurer.

Alfred Oggier

## SECURITE ET COHESION NATIONALE

Le 26 novembre prochain, le peuple suisse sera appelé à se prononcer sur le maintien ou la suppression de l'armée. Il ne s'agit donc nullement de savoir si elle peut être améliorée ou non, si son coût est raisonnable ou si sa mission est correcte. Le texte de l'initiative est très clair. En cas d'acceptation, il ne pourra plus y avoir de forces armées dans le pays.

Certes, nous vivons aujourd'hui dans un environnement européen assez tranquille. Nous en venons tout naturellement à oublier qu'il n'en a pas toujours été de même.

Lors des deux dernières guerres mondiales, nos aînés se sont engagés, au sein de notre armée de milice, pour assurer la sécurité de leurs familles. Supprimer l'armée aujourd'hui, c'est faire preuve d'une grave ingratitude et manquer de solidarité, celle qui doit garantir la sécurité à nos enfants et aux générations futures.

Si d'une part la situation politique mondiale se caractérise par le fait qu'on a jamais tant parlé de désarmement entre grandes puissances, d'autre part il faut malheureusement constater que les conflits locaux et régionaux se multiplient. Refuser de vouloir se défendre contre toute agression est synonyme de démission et de lâcheté.

Il est aussi très important de relever le rôle de l'armée sur la cohésion nationale. Ne parle-t-on pas chaque jour des dangers que représente l'incompréhension entre régions, entre langues ou religions différentes ?

A l'école de recrues et dans les cours de répétitions, on se retrouve entre personnes de langues, de professions ou de statuts sociaux très différents. Les liens militaires subsistent souvent dans la vie civile et professionnelle. Les amicales qui réunissent les camarades anciens ou actuels des différentes unités sont là pour témoigner de ce rôle important qu'est celui de cultiver l'amitié et la franche camaraderie entre citoyens de ce pays.

Avant de remplir notre bulletin de vote, n'oublions pas qu'en se privant de défense, on invite l'adversaire à user de violence; mais c'est en organisant sa défense que l'on contribue le plus utilement à la paix.

Jean-Nicolas Philipona  
Conseiller national

## VOIX POUR LA PAIX... ET LA DEFENSE ARMEE

Boris Vian écrivait que la Suisse a résolu le problème moral de la guerre en "créant une armée de civils; pour chacun d'eux la guerre n'a qu'une signification: celle de se défendre. Cette guerre-là, c'est la bonne guerre, tout au moins la seule inévitable, celle qui nous est imposée par les faits".

Le fameux pacifiste Johan Galtung prétend, quant à lui, que l'armée suisse est "l'armée de la paix par excellence".

Le ministre français de la défense, Jean-Pierre Chevènement, maire de Belfort, ville jumelée avec Delémont, voilà un leader que la gauche jurasienne admire beaucoup. Pourtant, il ne partage pas toutes les idées de ses camarades du nouveau canton.

Sur le dépliant officiel du spectacle commémorant la bataille de Valmy du 20 septembre 1792, publié sous les auspices de Jean-Pierre Chevènement, on trouve cette phrase étonnante:

"Le droit n'est rien s'il n'est soutenu par la force." Plus loin, "Nous l'armée d'aujourd'hui, l'armée de la République, nous sommes le pacifique bouclier de votre, de notre liberté."

Dans un manifeste destiné à la jeunesse, distribué sur le site de Valmy, le ministre écrit: "Un pays qui ne se donne pas les moyens de sa défense est un pays qui baisse les bras. Le monde où nous vivons reste aujourd'hui, malgré les apparences, un monde dangereux."

Citoyennes, citoyens, réfléchissez au message de Boris Vian, de Johan Galtung et du ministre socialiste français Jean-Pierre Chevènement, et glissez un NON dans l'urne le 26 novembre!

Hervé de Weck

"Une Suisse sans armée"  
L'ASPECT INSTITUTIONNEL

Une Suisse sans armée. Cette initiative ne nous pose pas seulement le problème de notre défense nationale, pris au sens militaire du terme. D'autres aspects institutionnels sont tout aussi importants, vitaux même puisque, en fin de compte, l'initiative "Pour une Suisse sans armée" pose un problème d'une gravité particulière, celui de l'existence même de la Confédération.

En effet, au siècle dernier, les cantons ont décidé de transférer à la Confédération l'essentiel de leurs compétences en matière de défense nationale. Ils l'ont fait parce qu'ils ont considéré que leur protection à l'égard de l'extérieur serait mieux assurée par une armée organisée, équipée, instruite et commandée de manière centralisée au niveau de la Confédération. Autrement dit, faisant confiance à l'Etat central, ils s'en sont remis à lui du soin d'assurer leur défense. Devenue ainsi tâche fédérale, la défense nationale est, par la volonté des cantons, la justification première et fondamentale de la Confédération.

Si, aujourd'hui, la Confédération devait décider de supprimer son armée, elle perdrait sa justification première et la confiance que les cantons lui ont accordée serait trahie. Le lien fédéral serait ainsi rompu. A tout le moins, les cantons qui auraient rejeté l'initiative pourraient s'estimer en droit de reprendre leur liberté et d'organiser leur défense à leur guise. Ce serait un superbe gâchis.

Non seulement la Confédération, en tant qu'alliance défensive des cantons, disparaîtrait, mais la Suisse cesserait d'exister comme Etat souverain et indépendant. En effet, il n'y a pas d'Etat souverain et indépendant sans armée, c'est-à-dire sans moyen de répondre à la force par la force.

Ainsi, l'initiative visant à supprimer l'armée pose bel et bien la question de l'existence même de notre pays. Nous nous rappellerons le 26 novembre qu'il s'agit de cela et de rien moins que cela.

Ainsi, nous ne nous prononcerons pas uniquement sur un principe - celui d'une défense globale crédible - mais bel et bien, et beaucoup plus fondamentalement, sur l'existence même de nos institutions, de notre Confédération.

Philippe Boillod

## ASSURANCE-PAIX

A l'étranger, la Suisse a la réputation d'avoir la volonté de vendre chèrement son territoire. Autrement dit, tout envahisseur potentiel est prévenu: l'armée suisse, bien préparée et bien équipée, rend très élevé le prix d'une éventuelle invasion.

Un prix qui, par le passé, a plus d'une fois été jugé trop élevé par des nations conquérantes, l'Allemagne ou l'Italie par exemple. Un prix qui s'avère donc dissuasif et vaut de l'or car il est synonyme d'assurance-paix...

Ceci dit, même si la paix ne devrait pas avoir de prix, il s'agit pour beaucoup de citoyens d'un prix qui a son coût! En effet, maintenir une armée n'a de sens que pour autant qu'elle soit crédible. Et une armée crédible, c'est loin d'être gratuit.

Dans cette période précédant la votation pour ou contre l'armée, l'on entend très souvent que l'armée coûte trop cher, que "ceux qui décident" jettent l'argent par la tourelle du char d'assaut ou par le cockpit de l'avion de combat!

Ces affirmations ne sont pas fondées sur des faits, mais sur des impressions. Impressions renforcées régulièrement par le fait que les crédits d'armement sont ceux dont on parle le plus, aussi bien sous la coupole parlementaire que dans les colonnes des journaux, ou encore au café du coin ou du commerce.

Mais au fond, cette chère armée suisse, que coûte-t-elle ? En 1987, les dépenses pour la défense nationale se sont montées à 5,2 milliards de francs. C'est incontestablement une somme qui compte, mais qu'il s'agit de relativiser. Ainsi, par exemple, les Suisses ont dépensé dans le même temps 11 milliards de francs pour les boissons et le tabac...

Il faut aussi faire la comparaison avec les autres dépenses publiques. Ces 5,2 milliards ne représentent en effet que 7,7 % de l'ensemble des dépenses publiques. Simultanément, l'on a consacré près du triple pour l'enseignement et la recherche (13,4 milliards ou 19,8 %) et plus du double pour la prévoyance sociale (10,6 milliards ou 15,7 %).

Tout cela n'est que chiffres, certes. Mais il vaut la peine de passer quelques chiffres en revue avant de se faire une opinion. Surtout lorsqu'il s'agit d'une question aussi brutale, aussi vitale que le maintien ou la suppression

pure et simple de notre défense nationale.

Et si ces milliards vous paraissent aussi clairs que le brouillard d'automne, retenez ceci: par habitant et par jour (toujours en 1987), la défense nationale a coûté 2,15 francs. Contre 3 francs pour les transports et l'énergie, 3,30 pour la santé, 4,40 francs pour la prévoyance sociale et 5,50 pour l'enseignement et la recherche.

Et sachez encore que la proportion des dépenses publiques consacrées à l'armée baisse constamment. En 1960, elle en représentait le 15,5 %, plus du double des chiffres de 1987.

Bref, il faut certes garder un oeil éveillé sur son porte-monnaie. Mais attention! Que cela ne conduise pas à perdre de vue l'avenir du pays!

Didier Burkhalter

## GARDONS NOTRE ARMEE

On utilise souvent l'expression: "La Suisse n'a pas d'armée, la Suisse est une armée". Est-ce à dire que la Suisse vit sous un régime militaire ? Non, bien entendu. L'armée suisse est une armée de milice, uniquement défensive; elle ne menace personne et elle garantit la neutralité du pays. Pourtant, quelques malins cherchent à la supprimer définitivement. Comment ? En lançant une initiative intitulée "pour une Suisse sans armée" qui est soumise au scrutin populaire le 26 novembre prochain.

Selon les exigences de ses auteurs, l'initiative devra être réalisée dans un délai de dix ans à partir de son acceptation et, dès celle-ci entérinée, les écoles de recrues, cours de répétition seraient supprimés pour toujours. La proposition est claire: il ne s'agit pas de supprimer quelques régiments, de raccourcir le service militaire ou de réduire le budget militaire, non, il s'agit de supprimer totalement notre défense nationale.

Pas très sérieuse, l'idée. Si nous supprimons l'armée, nous nous privons de notre moyen de défense le plus important. Notre liberté et notre indépendance ne pourraient plus être garanties. Et notre pays, privé de son armée, serait exposé sans aucune protection aux attentats terroristes, aux actes de sabotage, et autres. Autrement dit, en supprimant l'armée, on s'enlève tout moyen de garantir notre sécurité à l'égard de l'extérieur.

Les auteurs de l'initiative affirment "qu'en supprimant notre armée, la Suisse servira d'exemple et apportera une grande contribution à l'établissement de la paix". On se croirait dans un conte de fée. Un désarmement total ne serait envisageable que s'il était généralisé, appliqué et respecté par tous les pays de la planète. On peut s'imaginer qu'aucun pays n'est prêt, aujourd'hui, à se priver des moyens de se défendre.

Prenons le Liban, qui est un exemple qui devrait nous faire réfléchir. Le Pays des Cèdres est déchiré par la guerre depuis de nombreuses années. Rien ne lui a été épargné: terrorisme, prises d'otages, attaques aériennes, combats de rue. Bien sûr, la situation libanaise se passe dans un contexte politique qui n'est pas à comparer avec celui que connaît notre pays. Il démontre néanmoins que lorsque les moyens de défense sont affaiblis, un pays devient très vulnérable.

Supprimer l'armée ? Les auteurs de l'initiative en ont-ils mesuré l'enjeu ? Apparemment non. Le risque que fait courir l'initiative à la sécurité du pays est immense. Personne ne peut préjuger de l'évolution de la situation politique internationale dans les années à venir. Remettre sur pied une armée démantelée prendrait 20 ans pour être vraiment efficace. Dans

l'intervalle, notre pays serait incapable de se défendre en cas d'attaque extérieure. Pensons-y.

Dans son message du 25 mai 1988, le Conseil fédéral a recommandé le rejet, sans contre-projet, de l'initiative. Les chambres fédérales ont suivi cette recommandation. Le choix final appartient au peuple souverain, lequel, jusqu'ici, a toujours fait preuve d'une grande maturité politique. Pour la liberté et l'indépendance de la Suisse de demain, c'est un NON catégorique qui sera glissé dans l'urne le 26 novembre.

Hélène Mayor

## DANGEREUX PACIFISME

Plus de 5 millions d'hommes sous les drapeaux en Europe. Quelque 150 conflits dans le monde depuis la dernière guerre. Ces chiffres seuls justifieraient le non à l'initiative pour une Suisse sans armée soumise au vote populaire du 26 novembre. Mais il en est encore d'autres...

Avant de les donner, rappelons que le principe de la neutralité armée perpétuelle de la Suisse a été reconnu au début du siècle passé. Plus exactement par le traité de Paris de 1815. Mais quelques années plus tôt, en 1907, la Conférence de la Paix de La Haye avait défini les droits et les devoirs des pays neutres en temps de guerre.

Il en ressort que notre patrie, pour voir sa neutralité reconnue et garantie, doit assurer son auto-défense. C'est ce qui s'est passé lors de la dernière guerre mondiale, où l'armée a été mobilisée pour empêcher que le territoire helvétique soit traversé ou occupé. De même l'aviation a préservé l'espace aérien. Cela signifie que pour répondre à l'exigence d'autoprotection, la Suisse a l'obligation, en temps de paix, d'entretenir une armée bien équipée et - dans notre cas - rapidement mobilisable en tout temps. En cause: 650 000 soldats.

Les optimistes à tous crins clament qu'une autre guerre mondiale est hautement improbable. Et que si elle devait éclater, elle serait atomique, la Suisse n'ayant alors aucune chance de s'en sortir. Voire... Le militarisme est latent dans le monde, hélas. Et c'est la guerre atomique qui, elle, est hautement improbable vu les immenses dégâts qu'elle provoquerait, rendant toute occupation impossible.

Ce qui se passe dans le monde démontre que les conflits armés sont limités, régionaux ou locaux. Cette menace ne doit pas être négligée. Car si un climat nouveau semble s'être créé en Europe, à l'Est tout particulièrement, qui peut dire avec certitude que dans dix ans, dans vingt ans, la Suisse vivra toujours dans un univers de paix ?

N'oublions quand même pas que notre pays n'est qu'à une bonne dizaine d'heures de chars et de véhicules de combat de pays faisant partie du Pacte de Varsovie... Sans vouloir peindre le diable sur la muraille, cela représente à l'heure actuelle 53 000 chars et 23 600 véhicules de combat (source: IISS Londres, The Military Balance 1988-89, p. 2371).

Alors, quand quelqu'un parle de mettre à la casse 2 000 ou 3 000 chars, on se permet de sourire...

Constatons que le désarmement unilatéral et la suppression des moyens de défense sont contraires au bon sens politique. Abolir l'armée n'offrirait aucune garantie que d'autres pays suivraient l'exemple. On sait trop bien par ailleurs que l'être humain est belliqueux et que la violence ne perd surtout pas pied à notre époque.

C'est le réalisme qui doit nous conduire à refuser une initiative dangereuse. Parce qu'elle exige la suppression d'une des institutions qui assurent l'indépendance et la liberté de notre pays: l'armée de milice.

Ne jouons pas avec le feu!

Claude Jeanloz

## LA LOI DU PLUS FAIBLE

"Si environ 500 000 Suisses disent oui à l'initiative, cela signifie quelque chose. Ce n'est pas un demi-million d'ennemis, ni un demi-million de paresseux. Ces gens ne sont pas sans volonté: ils ont une autre volonté que la vôtre", déclarait récemment un membre du Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA); c'est-à-dire l'organisation à l'origine de l'initiative populaire "pour une Suisse sans armée et pour une politique globale de paix".

Le 26 novembre prochain, le peuple et les cantons sont appelés à se prononcer sur cette initiative. Si personne n'imagine qu'elle puisse passer la rampe, ses auteurs estiment tout de même qu'elle pourrait obtenir environ un tiers des voix des votants. C'est à la fois inquiétant et regrettable, car de nombreuses raisons devraient inciter tous les citoyens à la rejeter fermement.

S'il est vrai que les opposants à l'armée ne sont pas nécessairement des traîne-savates velléitaires, force est tout de même de constater qu'aujourd'hui leur action ne sert pas les intérêts du pays. Par le biais d'un changement d'article constitutionnel, ils proposent en réalité un changement de société. Si l'on écarte ceux qui agissent par desseins politiques, par confort personnel ou par revanche, au bout du compte il reste une poignée d'idéalistes. De ceux qui imaginent un monde sans frontières et peuplé de gens qui s'aiment...

Cette utopie ne résiste cependant pas à l'analyse des faits. Les arsenaux militaires existent, et des hommes s'en servent quotidiennement pour tuer ou se défendre. Depuis que la Terre tourne, la guerre brûle, pille, asservit les peuples trop faibles pour résister à l'expansion des forts. Viêt-Nam, Afghanistan, Iran-Irak, Liban, ces noms saignent et saignent encore dans les mémoires.

Quant aux quelques années de paix relative dont l'Europe de l'Ouest jouit depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale, que pèsent-elles en regard des cruelles expériences qui ont marqué son histoire? Les promoteurs de l'initiative font preuve d'une amnésie coupable. Ils oublient le passé et risquent l'avenir.

Sous prétexte de donner l'exemple, ils demandent la suppression de l'armée suisse, alors qu'il s'agit d'une armée de milice et de défense sans autre but que de préserver la liberté du pays. Sous prétexte de paix, ils exigent un désarmement unilatéral, inutile et dangereux. La seule réponse sensée: c'est non.

Florian Grimm

## INDISPENSABLE ARMEE

Il n'est pas facile, en quelques lignes, de développer une argumentation complète à propos de l'initiative contre l'armée. Voici donc quelques éléments principaux d'appréciation.

La situation politique en Europe rend-elle l'idée de défense nationale anachronique ? La vérité, c'est que les esprits rigides, dans l'analyse, sont du côté des pacifistes. On les retrouve toujours attribuant à une situation momentanée un caractère durable. Or, l'histoire est pleine d'alternances entre des périodes de détente, aux risques moindres, et des périodes tendues ou instables aux risques accrues.

Certes, nos voisins ne sont pas menaçants. Certes, ce qui se passe dans les pays de l'Est, en URSS au premier chef, semble nous éloigner du risque de confrontation militaire entre les blocs. Mais, précisément, ce qui se passe ne montre-t-il pas combien une situation que l'on croyait stable peut changer soudain ? Et qui peut dire si le communisme va survivre malgré tout, si l'emprise militaire de l'URSS sur ses marches européennes va durer ?

Tout bouge

A l'inverse, si tout est chamboulé, comment prévoir les conséquences ? Un retour à la fluidité et aux nationalismes en Europe centrale sera-t-il vraiment un gage de sécurité renforcée ? Et la question allemande, comment va-t-elle évoluer ? Qu'en sera-t-il, notamment en regard de l'intégration autour de la CEE ? Autant d'interrogations qui montrent combien il serait faux de tirer des conclusions définitives d'une image passagère et particulièrement mobile de l'Europe aujourd'hui.

On dit aussi que l'intégration européenne ne justifie plus cette défense nationale autonome de la Suisse. C'est tout le problème de la neutralité armée. Mais si nous l'abandonnions pour entrer dans une Europe occidentale vraiment supranationale, il est évident que nous devrions participer à la défense commune: car il n'est pas de confédération européenne imaginable sans une défense et une politique des affaires étrangères communes. Cet argument ne résiste donc pas non plus à l'examen.

Vide = menace nucléaire

On nous dit aussi que cette armée ne servirait à rien en cas de malheur, qu'elle ne ferait qu'attirer sur nous la foudre nucléaire. C'est exactement le

contraire qui est le plus probable. On sait très bien que l'OTAN et la France comptent sur la Suisse pour fermer le corridor du plateau, entre Alpes et Jura, afin d'éviter tout passage d'une armée cherchant à prendre son ennemi à revers.

Et si la Suisse se montrait incapable de garantir une défense farouche de ce passage des armées, le camp menacé, par exemple la France, n'hésiterait pas à le rendre inutilisable par un bombardement atomique. Cette hypothèse, encore une fois est parfaitement connue et réaliste. Et c'est bien en s'y référant implicitement, que le ministre socialiste français Jean-Pierre Chevènement vient de rappeler qu'on comptait, en Europe, sur l'armée suisse en tant que facteur de dissuasion et de sécurité.

### Une certaine dissuasion

Sur l'efficacité et la préparation de notre armée, on peut diverger d'opinion. Toutefois, nombre d'exemples montrent qu'une petite armée, sur un terrain favorable, peut donner du fil à retordre à l'agresseur. En 1940, à ce qu'on sait, la préparation helvétique n'était pas excellente. Les Nazis ont pourtant évalué à 20 divisions l'effort nécessaire pour contrôler la Suisse et tirer tous les avantages de ce contrôle. Il valait mieux, pour eux, renoncer à cette attaque non primordiale et s'assurer certains avantages économiques par des pressions auxquelles la Suisse a, d'ailleurs, peut-être un peu trop cédé. Mais il est difficile de se replacer dans une période où il s'agissait de réunir les meilleures conditions de survie et de l'indépendance.

### Support aux actions pour la paix

Autre argument à l'appui de l'initiative: un pays comme la Suisse, quitte à prendre le risque, non considérable à première vue, d'être désarmée, participera mieux aux efforts pour la paix, digne d'elle. Or, là encore, on s'aperçoit que tous les efforts significatifs de la Suisse en faveur de la paix bénéficient du support de sa neutralité armée. C'est parce que son identité est ferme, que sa volonté d'indépendance n'est pas discutable, que la Suisse abrite le CICR, qu'elle est le siège européen de l'ONU, qu'on fait appel à elle pour des missions de surveillance et d'aide, en Corée, à Chypre, etc...

C'est pour la même raison qu'elle est relativement écoutée dans certaines négociations internationales, comme la Conférence sur la sécurité en Europe. Il n'empêche que ces efforts pourraient être mieux coordonnés, qu'ils pourraient être augmentés. C'est ce qui se passe déjà: on en a vu les premiers effets avec l'opération en Namibie.

### Coût raisonnable

Il est faux d'imaginer que les sommes dégagées si l'armée était supprimée seraient immédiatement utilisées en faveur de la paix. On n'improvise pas de telles opérations. Il en va de la continuité d'une politique. Au demeurant, tout étant considéré, le coût de l'armée suisse n'est pas démesuré. Par rapport au Produit National Brut, il est un des plus faibles en Europe.

Par rapport aux budgets cumulés des collectivités suisses (repère significatif dans un pays fédéraliste) il atteint aussi une proportion modeste des dépenses étatiques en Suisse. Le coût évalué par soldat est également probant. Enfin, même dans le budget fédéral seul, la défense nationale vient après la prévoyance sociale et elle a moins augmenté, ces dernières trente années, que tous les autres grands postes du budget. Cela est dû, pour une large part au système de l'armée de milice. Et il faudrait évoquer les efforts des entreprises, l'engagement personnel considérable aussi des officiers de milice.

### Volonté d'indépendance

On doit aborder un autre aspect du débat. La Suisse, depuis l'origine, s'est faite sur des éléments de sécurité à l'appui d'une volonté d'indépendance. C'est dans cette optique, pour ces motifs que s'est construite la Confédération.

Au travers de l'attachement à des valeurs politiques communes, et à la résolution de les défendre (les deux choses sont indissolublement liées), les Confédérés ont surmonté les divergences, les différences qui auraient pu les éloigner à jamais les uns des autres. Si cet attachement aux valeurs communes diminuait, la cohésion de la Suisse nous paraîtrait compromise à long terme. Et, supprimer l'armée, serait assurément, le signe d'un affaiblissement de cet attachement commun. On ne saurait donc ignorer cet aspect de lien national que représente la défense nationale, avec son armée.

### Terrorisme

Il faudrait évoquer encore d'autres menaces imaginables: le terrorisme, ou l'organisation par des manipulateurs d'échauffourées sanglantes. La police pourrait ne plus suffire, d'autant que l'on n'a pas envie d'un Etat policier.

Même si, au vu de certains drames (comme les événements de 1932 à Genève), il faut imaginer avec prudence une utilisation éventuelle de l'armée à usage intérieur, on ne peut exclure qu'elle puisse être, un jour, un rempart pour notre démocratie, pour nos libertés, pour notre sécurité personnelle.

## Supprimer et non réformer

Tout cela ne veut pas dire que l'organisation de l'armée soit intouchable, que la doctrine stratégique ne puisse pas être discutée. Beaucoup de gens semblent dire que l'initiative a au moins le mérite d'ouvrir le débat. Oui, mais n'oublions pas que l'initiative ne traite pas d'une réforme de l'armée; elle demande sa suppression.

N'oublions pas que si, déjà, une forte proportion de citoyens la vote, l'impact psychologique ne sera pas négligeable à l'étranger. Ce serait affaiblir un peu notre crédibilité, donc entamer un peu la valeur de dissuasion.

Ce sont là quelques raisons d'estimer que cette initiative doit être combattue sans complaisance, qu'elle doit être rejetée nettement. Certes, nombre de jeunes ont des doutes, se posent des questions. On ne les convaincra pas avec des indignations outrancières. Mais on peut leur expliquer les bonnes raisons de garder cette armée. Et l'ennui d'aller faire son service militaire, souvent, à l'école de recrues, dans les cours de répétition, ne sont pas de bonnes raisons de la voter.

Et puis il faut savoir que le monde, que les nations, à l'image de l'homme, promènent des penchants dangereux aussi bien que des élans généreux. Il faut assumer cette dualité, cette contradiction et lier, dans une politique de sécurité globale, une bonne défense nationale et un engagement renforcé pour tout ce qui concourt à établir un esprit de paix. En supprimant l'armée, la Suisse se nuirait à elle-même et ne servirait personne, bien au contraire.

Jacques-Simon Eggly  
conseiller national

L'initiative contre l'armée  
UN VERROUILLAGE ABSOLU

Les auteurs de l'initiative contre l'armée poursuivent un but politique dont trop de nos compatriotes n'ont point encore pris nettement conscience. Ils entendent changer notre société, transformer la conscience même de notre corps social et en détruire les principes fondamentaux.

Longtemps, leur langage insidieux fut le fait d'une extrême gauche pure et dure dans son insistance à n'accepter qu'une seule armée, celle qui pourrait un jour imposer le communisme à l'Occident. Puis, appelés en renfort à la faveur de correspondances souvent mystérieuses établies dans le cadre de mouvements internationalistes à couverture humanitaire, culturelle, voire religieuse, les "pacifistes" ont pris la relève de nos extrémistes quelque peu discrédités par les tragédies hongroise, polonaise, tchécoslovaque et bientôt afghane, puis par les désaveux récemment infligés par le Kremlin lui-même aux méthodes staliniennes ou brejnéviennes.

Trop de gens sont dans l'erreur quant à la portée de l'initiative. On entend dire que celle-ci a le mérite d'encourager les réformes dans notre armée. Ceux qui tiennent ce langage ne sont pas tous des adversaires de notre défense nationale. Mais, souvent fort critiques à l'égard de notre appareil militaire, nourrissant des rancœurs suite à des échecs personnels, entretenant tel ou tel mauvais souvenir de cours de répétition ou d'école de recrues, ou tout simplement traumatisés par le coût de l'effort d'armement, ils comptent qu'une minorité assez large s'exprimera lors du vote du 26 novembre et provoquera les changements qu'ils souhaitent.

Ce raisonnement est fort dangereux. Certes, je ne crois pas à la possibilité d'une acceptation de l'initiative. En revanche, l'absence d'un rejet net de leurs propositions constituerait déjà un succès pour les adversaires de l'armée, les inciterait sans doute à récidiver et, surtout, aurait un effet désastreux sur l'avenir de notre politique de défense et l'image de notre pays dans le monde.

La tâche de ceux qui, au gouvernement et au parlement, ont le souci permanent de doter nos soldats de moyens efficaces en serait compliquée. Et ce résultat mitigé porterait une atteinte durable à la crédibilité de notre volonté de préserver notre indépendance, en rapport avec notre politique de neutralité.

Des contacts avec des personnalités politiques à l'étranger, notamment des collègues parlementaires, m'autorisent à souligner la gravité de ce risque. On s'étonne déjà que les Suisses puissent même se demander s'ils doivent

assumer leur part de l'effort qu'un jour le monde libre pourrait être malheureusement appelé à faire pour préserver sa liberté. A Bruxelles, un collègue parlementaire est allé jusqu'à prétendre, cultivant le goût du paradoxe inspiré pourtant par beaucoup de sagesse, que les derniers Etats à désarmer devraient être les neutres, puisqu'ils ne menacent personne!

La question posée au peuple suisse n'est pas "Acceptez-vous telle ou telle modification de notre armée?" Les auteurs de l'initiative proposent d'inscrire dans la Constitution fédérale: "La Suisse n'a pas d'armée", en interdisant toute disposition contraire à ce principe et en décrétant la suppression, dès le lendemain du vote, des écoles de recrues, des cours de répétition ou d'instruction et des cours complémentaires.

C'est clair et net. Le verrouillage proposé par les initiants est absolu. Et c'est entretenir une pure illusion que de laisser espérer le changement de cette armée dont on réclame la suppression.

Nous devons donc tout faire pour empêcher un manque de clarté dans le résultat de la votation populaire. Sinon, nos adversaires poursuivront dans leur démarche hostile à l'armée et aux principes mêmes sur lesquels notre Confédération fonde sa dignité d'Etat libre et démocratique.

Le NON s'impose plus que jamais à une telle entreprise de sape.

Jean-Jacques Cevey  
Conseiller national

## AVEUGLEMENT D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Il fait vibrer les foules de jeunes, son capital de confiance ne cesse d'augmenter, sa cote est au zénith du ciel occidental... vous avez tous reconnu Mikhaïl Gorbatchev, le patron du Kremlin. Qui eût pu penser, il y a quelques années à peine, qu'un maître de l'Union soviétique gagnerait haut la main la bataille de la popularité ? Personne, et pourtant, ce n'est pas la première fois que l'opinion démocratique chavire pour le dirigeant d'un Etat totalitaire.

Le début des années trente nous offre l'exemple navrant de nombreuses personnalités qui, bien au-delà des cercles révolutionnaires et même sociaux-démocrates, tombèrent sous le charme de Staline. Incarnation du radicalisme français, Edouard Herriot put ainsi rentrer du Pays des Soviets (dont il fut l'un des artisans de la reconnaissance par Paris) l'éloge dithyranbique à la bouche, alors que son voyage coïncidait avec la famine organisée dans les campagnes ukrainiennes dont tous les historiens d'aujourd'hui s'accordent à chiffrer le bilan à plusieurs millions de morts.

L'information était déficiente à l'époque, alléguera-t-on sans doute. Certainement, mais ne l'est-elle pas encore ? Vingt ans à peine nous séparent de la fin des années soixantes: l'objet de l'admiration de l'intelligentsia "ouverte" n'était alors plus Staline, mais Nicolae Ceausescu, l'homme fort de la Roumanie, dont l'indépendance d'esprit annonçait, prophétisait-on, la destruction de la logique des blocs et, qui sait, une "troisième voie" entre le capitalisme "cupide" et le socialisme "bureaucratique".

Il vaut la peine de relire quelques lignes écrites dans cet esprit pour se rendre compte à quel point l'illusion était forte. Voici ce que l'on trouvait, par exemple, au chapitre "Roumanie" des "Dossiers de l'Europe de l'Est", un ouvrage collectif de la collection Marabout, dont les titres sont diffusés, comme on sait, sur une très large échelle, et dont la tendance politique n'est en rien unilatérale. Le texte date de 1968:

"Vingt ans de régime socialiste, en Roumanie, permettent d'établir un premier bilan. Il est dans l'ensemble largement favorable." Plus loin: "Sur le plan intérieur, le régime s'est acquis le soutien - sinon l'enthousiasme - de la population. Il le doit, entre autres, à l'élévation régulière du niveau de vie (...) La réussite économique est certaine."

On apprenait aussi que pour le régime, "les impératifs de la production passent avant les exigences idéologiques." Sur la nature de la démocratie "socialiste", les auteurs se montraient fort peu prolixes, tandis que le

"conducator", qu'on n'appelait au demeurant pas encore couramment ainsi à l'époque, faisait l'objet de ce jugement: "De tous les dirigeants des pays de l'Est, il est à la fois le moins contesté et le plus discret."

Edifiant, non ?

On terminera cette évocation en rappelant que ce n'est qu'en 1979 que le monde a soudain pris connaissance de l'ampleur effroyable des massacres commis au Cambodge par les "progressistes" fin lettrés que l'on sait, qui avaient fait leurs classes à la Sorbonne avant de sombrer dans la sauvagerie.

Ce qu'il y a de navrant, outre les faits eux-mêmes, c'est que, décidément, les leçons semblent ne jamais servir. Car enfin, sur quelle base sérieuse les partisans de l'abolition de l'armée se fondent-ils donc pour pouvoir affirmer que l'ère des périls militaires est désormais révolue ?

Comment peuvent-ils, avec l'assurance la plus arrogante, prétendre que l'URSS évoluera à coup sûr vers une démocratisation harmonieuse, qu'aucun régime arabe n'utilisera plus le terrorisme à large échelle pour assouvir ses ambitions, qu'aucune de ces nations surpeuplées du tiers monde ne sera jamais prise de convulsions agressives ?

Tout comme celui qui équipe sa maison des meilleurs équipements ignifuges sera également loué pour sa sagesse s'il contracte une assurance contre le feu et s'il vote les crédits pour une force de pompiers efficace, la Suisse doit également, outre les efforts inlassables qu'elle mène sur la scène internationale pour contribuer à apaiser les conflits, garder un instrument de sécurité d'autant plus crédible que la violence et l'ingérence, "cela n'arrive pas qu'aux autres."

Joseph Duquesne

## **COMITE ROMAND CONTRE LA SUPPRESSION DE L'ARMEE**

Case postale 101

1211 Genève 3

Armée suisse 1990

POURQUOI FAIRE ?

Femmes et hommes qui ont servi le pays pendant les années dramatiques 1939-45 ont appris à faire "cause commune" et face, ensemble, aux dangers. Ils ont fait des sacrifices au profit de la communauté des citoyens. Leur exemple reste un message permanent.

Or, après les deux guerres mondiales séparées par vingt années de crise économique avec un chômage élevé, la Suisse est entrée dans une période de prospérité croissante, exceptés quelques passages nuageux. La plupart de ses habitants ont bénéficié d'une élévation de leur niveau matériel de vie. Revers de la médaille: l'esprit de service et de solidarité a progressivement fléchi.

Le lancement réussi de l'initiative pour la suppression de l'armée ne s'explique donc pas avant tout par une apparente diminution des risques de guerre et une soif de paix - dont nous bénéficions du reste déjà. C'est un "signe des temps", on se demande sans cesse: "quel avantage retirerai-je de ceci, de cela ?" Or, le sens de la vie commune, l'esprit de solidarité, le service au prochain font partie des conditions inéluctables dans lesquelles l'excellent postulat de la réalisation du "moi" est possible.

La liberté de mouvement de l'individu est inconsistante si elle ne va pas de pair avec la conscience de devoirs égaux aux droits. A défaut, l'individu cherche à échapper à ses obligations et aux efforts salutaires. On assiste à l'affaiblissement de la personnalité d'une forte minorité de gens non seulement dans leur attitude face à l'armée, mais également dans leur vie civile et civique. Ils entendent profiter des fruits des activités de nombreuses sociétés et de la vie sociale en général; mais ils ne veulent pas payer de leur personne pour y contribuer.

Le service au sein de l'armée est évidemment diamétralement opposé à ces tendances égoïstes. Il exige quelques sacrifices personnels, nécessaires même au moment où les risques d'une nouvelle guerre semblent s'estomper. Il contribue à forger la personnalité. Il est donc paradoxal que des individus applaudissant les performances sportives dues à l'auto-discipline de leurs "fans" soient réfractaires aux exigences de la défense nationale... Tout comme il est paradoxal de voir des gens se plaindre de la solitude et, en maints domaines, de l'absence de solidarité marquant notre époque.

Il vaut la peine de s'arrêter à de telles considérations fondamentales avant de répondre, le dernier week-end de novembre, à l'initiative visant à la suppression de l'armée.

Roger Delapierre

Suisse sans armée  
LES FAUX PRETEXTES

Le vote du 26 novembre prochain sur l'initiative "Pour une Suisse sans armée" revêt un caractère historique. Les citoyennes et citoyens de ce pays détiennent dans leurs mains le destin de l'une des clés de l'édifice confédéral. Cette dimension confère à cette votation des aspects aussi troublants qu'émotionnels. Elle impose ainsi une prudence redoublée, en ramenant l'approche sur un terrain plus rationnel, et qui tient compte de nos devoirs vis-à-vis des autres pays.

Le contexte international joue un rôle important dans ce genre de votation. Encore faut-il l'interpréter à bon escient. Dans les années cinquante, deux initiatives - l'une demandant la limitation des dépenses militaires à 500 millions de francs, et l'autre l'attribution d'un montant représentant au moins un dixième des dépenses militaires à des buts culturels et sociaux - déposées six jours avant l'entrée des chars soviétiques à Budapest furent retirées par les signataires responsables. La situation n'est pas comparable aujourd'hui, mais le discours sur la détente nourrit un optimisme de surface.

La réalité en face

Les deux grandes puissances américaine et soviétique ont mené à bien leur première initiative de désarmement (missiles à moyenne portée). Mais il s'effectue parallèlement un renforcement de l'équipement militaire dans les secteurs non compris dans les négociations. Il n'existe pas de mouvement de désarmement généralisé. Les formidables mutations qui touchent l'Europe de l'Est (Union soviétique incluse) demeurent lourdes d'incertitude pour l'avenir du Pacte de Varsovie, et par conséquent celui de l'OTAN et du "verrou neutre" (Suisse-Autriche) à la charnière de ces deux blocs.

Les questions de stratégie ne sont assurément pas celles qui titillent le plus le point sensible des citoyens. Mais le débat sur la suppression de l'armée recèle des enjeux dépassant de loin les rancœurs personnelles que tout être humain peut légitimement nourrir envers une forme d'autorité qui, trop souvent, apparaît comme arrogante ou empreinte d'un esprit de supériorité.

Présenter la suppression de l'armée comme un modèle de paix revient, mis à part le danger qu'elle fait courir à notre indépendance et notre liberté, à vider le concept de dissuasion de toute substance. Or non seulement ce concept a gardé toute sa valeur, mais il demeure un formidable instrument

d'encouragement à la paix. Si la crédibilité de notre armée reste mieux reconnue à l'extérieur des frontières, c'est à notre institution militaire qu'incombe la tâche de rectifier le tir à l'intérieur. Les cadres de notre armée ont entamé la réflexion. Cela ne constitue pas une raison suffisante pour supprimer l'armée, seule solution proposée par les initiants.

### Le respect des voisins

La neutralité suisse reste dans l'intérêt de l'Europe. Les voisins attendent de notre pays, point stratégique important, qu'il ne serve à aucune puissance étrangère comme base pour mener d'autres opérations. Ce statut de neutralité a été reconnu expressément par le droit international. Il impose à la Suisse de nombreuses obligations, comme l'offre de ses bons offices, la protection lors de conférences internationales, l'aide en cas de catastrophes, etc.

Ces arguments sont trop éloignés des préoccupations immédiates des auteurs de l'initiative. Ces derniers se manifestent plus volontiers sur des sujets plus sensibles, comme la somme des crédits militaires (ils ont diminué de moitié depuis 1960 par rapport au total des dépenses publiques), les délires du pacifisme ambiant, ou un modèle utopique de paix.

Il y a plusieurs années, le peuple a refusé la mise sur pied d'une police fédérale de sécurité. Il peut encore compter sur le renfort de l'armée pour sa sécurité, à une époque où le terrorisme, sous ses diverses formes, s'enhardit. La contribution à la paix passe par des moyens dignes de se maintenir à l'écart des conflits. Que les citoyens de ce pays ne l'oublient pas le 26 novembre.

Pierre Grand

Une Suisse sans armée  
INITIATIVE IRREALISABLE ET INACCEPTABLE

A l'approche de la votation populaire sur l'initiative "pour une Suisse sans armée", certains arguments avancés par ses partisans doivent être vigoureusement contestés.

Ainsi, nous réfutons la thèse selon laquelle la Suisse pourrait très bien exister sans armée. C'est vraiment mal connaître notre pays que de le prétendre.

Evidemment, sans aucune menace extérieure, il n'y aurait pas eu besoin d'armée. Mais on n'a jamais connu une telle situation de paix absolue et permanente et il est malheureusement improbable qu'elle existe jamais. Les menaces peuvent s'atténuer au gré de la conjoncture politique et les chances de paix s'en trouver renforcées. Le risque potentiel n'en demeure pas moins. Dans de pareilles circonstances, nous nous devons d'affirmer notre volonté d'exister dans l'indépendance. En d'autres termes, il s'agit de préserver notre cadre de vie commune, c'est-à-dire la démocratie et le fédéralisme. Sans cette raison fondamentale, notre pays n'aurait jamais vu le jour. Il a fallu un effort considérable pour établir et maintenir l'Alliance confédérale. L'histoire a fait le reste.

L'armée est l'expression et l'instrument de l'affirmation nationale. Qu'on la supprime et c'est la volonté même d'être ensemble qui serait amoindrie. Hors de cette conception, n'importe quelle occupation militaire briserait notre indépendance et tout ce qu'elle recouvre. Même en temps de paix, il faudrait craindre pour la cohésion de notre pays, menacée qu'elle serait par les divergences d'intérêts des régions qui le composent.

L'armée garante de notre indépendance

Autre sujet de réflexion: la tentative des initiants de noyer le principe de la défense armée dans un contexte plus large, qui va du service civil à caractère social à la protection de l'environnement. Il en est de même pour ceux qui voudraient jumeler, dans la Constitution, cet aspect de notre politique de sécurité avec la conduite d'une politique globale de la paix.

La solidarité entre les peuples, l'aide au développement, notre participation aux efforts de paix sont autant de préoccupations auxquelles notre pays voue toute son attention. Tout comme à notre sécurité sociale ou à la lutte contre la pollution ou à n'importe quel autre problème qui fait partie de la vie politique de tous les jours.

La sauvegarde de l'indépendance, la volonté de vivre selon nos valeurs, l'acceptation de certains sacrifices plutôt que de subir une autre loi: voilà qui fonde notre union, qui assure notre communauté de destin. Tout affaiblissement de cette notion essentielle serait néfaste au pays.

Réformer ou supprimer ?

En outre, nous ne comprenons pas ceux qui veulent utiliser ce scrutin pour "faire avancer les choses". Il ne s'agit pas de réformer notre armée ou de réduire le budget militaire - points sur lesquels il est toujours possible de discuter - mais bel et bien d'interdire à quiconque "d'entretenir des forces armées".

Certes notre armée, qui est constituée de miliciens, comporte des défauts et des imperfections; c'est le lot de toute institution. Nul ne songe à le nier, surtout à une époque où tout change rapidement, dans le domaine technologique notamment. Il convient donc, comme cela a déjà été fait, d'apporter les améliorations nécessaires à cette institution, mais pas de la supprimer.

Viendrait-il à l'idée de voter pour la suppression de l'Ecole sous prétexte que ses structures doivent être modifiées ou que la réforme de celle-ci ne va pas assez vite ? Non. Alors pourquoi agir différemment avec l'armée ? Ce serait faire acte d'inconséquence que d'emprunter cette voie, avec les dangers que cela implique.

A quoi on peut finalement ajouter que modestie il faut savoir garder. Vouloir faire de la Suisse un exemple en supprimant l'armée est illusoire, pour ne pas dire présomptueux. Un désarmement n'aurait de sens que s'il était généralisé. Or, depuis quelque temps déjà, les horloges du monde ne se règlent plus à l'heure de nos clochers.

Enfin, nous écartons les arguments fallacieux et les raisonnements intellectuels tendant à relativiser ce qui ne peut l'être, parce qu'ils engendrent l'irresponsabilité et parce qu'ils sont offensants pour ceux qui ont servi la patrie.

C'est pourquoi nous dirons un NON catégorique à l'utopie d'une Suisse sans armée.

Gabriel Theubet  
Conseiller national

Suisse sans armée  
DERAPAGE INCONTROLE

Dans une Suisse à l'économie florissante, au taux de chômage quasi nul, on en vient à se demander comment des citoyens ont pu apporter leur soutien à une initiative aussi destructrice. Destructrice non seulement pour l'armée qui devrait disparaître en cas d'acceptation, mais pour la cohésion nationale qu'elle a su maintenir jusqu'à ce jour. L'initiative voulant détruire l'armée veut supprimer un pilier de notre sécurité, tout en voulant modifier la société.

Dans sa grande sagesse, le peuple suisse se rend-il compte des buts poursuivis par l'initiative ou se laissera-t-il prendre aux chants des sirènes pacifistes ? Le mot paix est alléchant en ce moment, car à l'Est, tous les pays communistes ont ouvert toutes grandes des grilles qui étaient hermétiquement closes.

La suppression du mur de Berlin apporte une euphorie et les bouleversements vont si rapidement qu'on ne prend plus le temps de réfléchir aux événements des prochains mois. L'Allemagne croule sous les arrivées massives de ses frères de l'Est. Les appartements manquent, les stocks alimentaires se vident, les prix augmentent et on frôle la destabilisation.

La stabilité de l'Europe de l'Ouest s'est faite à petits pas depuis 1945 sur tous les plans. Notre armée tout en ne faisant pas partie de l'OTAN en reste une petite, mais importante composante, en cas de conflit.

Des traités de sécurité internationaux nous lient à l'étranger. Nous ne pouvons pas les jeter par-dessus bord. Nous devons rester crédibles, respecter nos promesses et être capables de défendre notre territoire et notre ciel.

Voulons-nous confier notre défense nationale à une armée voisine ? Ce serait perdre notre liberté et nous ne le voulons pas. Alors votons NON en masse le 26 novembre.

Geneviève Aubry  
Conseillère nationale

## **COMITE ROMAND CONTRE LA SUPPRESSION DE L'ARMEE**

Case postale 101

1211 Genève 3

CETTE ARMEE QUI DERANGE

Certes, l'armée coûte cher. Elle a ses défauts, ses manquements, ses intrigues.

Comme disait l'autre, il ne manquerait plus qu'elle ne soit pas contestée. De tout temps, dans notre Pays, cette institution a fait couler de l'encre, à défaut de sang, le sort en soit loué.

Quiconque ne connaît pas les erreurs du passé, est sensé les répéter.

L'immense avantage de l'Histoire c'est de graver dans nos mémoires des faits dont il s'agit de tirer les leçons.

Regardez tous ces visionnaires politiques désarçonnés par la rapidité des événements de notre quotidien. Il suffit de penser au vent de libéralisme qui souffle sur les pays de l'Est. Qui aurait pu prédire ?

Renversons le raisonnement et le mouvement de pendule. Un jour, le parcours inverse ne serait-il pas à nouveau envisageable ? Le cirque a ses acrobaties, l'Histoire n'en est pas à un saut périlleux en arrière près.

Lorsque tout un système d'équilibre est basé sur un rapport de forces, et que les Humains, en tant que tel, sont la clé de voûte de la pensée politique, il faut s'attendre à tout. A moins de remettre en question la nature fondamentale du "singe savant", qui depuis les temps immémoriaux veut exercer son pouvoir de domination sur ses semblables.

Alors, entre le rêve de jour de certains et le caporalisme des autres, y aurait-il la place pour une alternative ? Que non! Tant il est vrai qu'en stratégie politique, les offres de paix correspondent souvent à des déclarations de guerre.

Alors vous ne voulez rien faire pour la paix universelle me direz-vous ?

Que oui! Mais on ne peut jouer à l'innocence d'une colombe qui passerait son temps à lisser ses plumes pendant que le faucon aiguise ses serres. Je ne me sens pas le droit de faire courir à mes semblables des risques qui auraient pour conséquence de mettre en péril notre liberté. Donc, de nous obliger à penser ce que l'on veut qu'on pense, avec en prime tout le cortège d'humiliations et de souffrances qui accompagne l'état de soumission.

La paix est semblable au bonheur. Les deux notions sont furtives.

Certains courent après le bonheur toute leur vie parce qu'ils sont des Humains à tous les sens du terme, fragiles et à la fois exigeants.

Il en est de même pour la paix, c'est l'idéal à atteindre. Mais là, c'est compter sans les Humains qui eux, quelle que puisse être leur pensée, ne se satisferont jamais de cette condition.

Ce n'est pas vrai, me direz-vous. Alors, reste à prouver le contraire.

Bernard Rohrbasser  
Conseiller national

## PARI SUR LE HASARD ?

L'avez-vous remarqué ? Les mêmes "faiseurs d'opinions" qui donnent un écho généreux et plein de compréhension aux thèses des partisans d'une Suisse sans armée comptent aussi parmi les "fans" les plus résolus de Mikhaïl Gorbatchev. Sans craindre la contradiction, ils incitent la Suisse - et la communauté occidentale en général - à soutenir de toutes ses forces les réformes en Union soviétique car, affirment-ils, le chef de l'Etat est "sur la corde raide".

Contradiction ? Sans aucun doute, car comment peut-on raisonnablement pousser au désarmement alors même qu'on admet implicitement que la vieille garde, en URSS, est loin de pouvoir être tenue pour définitivement écartée ?

L'erreur a d'ailleurs un parallèle dans l'Histoire, dans les années vingt, à l'époque où la mise hors-la-loi de la guerre (pacte Briand-Kellogg) semblait ouvrir la voie aux initiatives pacifistes les plus audacieuses. Hélas, c'était compter sans l'instabilité de l'Allemagne...

Pour notre part, nous pensons effectivement, sans donner dans un pessimisme outrancier, que rien ne garantit une évolution irréversible de l'Union Soviétique sur la voie de relations internationales exclusivement fondées sur une diplomatie pacifique.

Personne, par exemple, ne peut miser un kopeck sur la stabilité du Caucase, où tous les observateurs reconnaissent qu'entre Azéris et Arméniens, la haine la plus totale pourrait d'un jour à l'autre déboucher sur la guerre civile. Dans cette région, le stade des invectives est déjà largement dépassé, et ce sont des blocus affamant les populations, des pogromes sanglants et d'énormes flux de réfugiés qui dominent l'actualité. Or curieusement, l'Armée rouge n'intervient pas pour rétablir l'ordre, laissant ouverte l'hypothèse selon laquelle elle attend un pourrissement de la situation tel qu'elle apparaîtra comme le seul recours même au plan national.

Voyons aussi l'Ukraine qui, comme toutes les Républiques périphériques, donne des signes de réveil national. Or, si Moscou peut à l'extrême rigueur tolérer l'autonomie des pays baltes, jamais les Russes n'ont admis que les Ukrainiens - aussi nombreux que les Français! - puissent dissocier leur destin du leur. Ici, même l'Eglise orthodoxe appuie le Kremlin dans sa politique répressive. On va donc inévitablement vers des épreuves de force dont nul ne peut prédire l'issue.

Ces seuls exemples, loin d'être secondaires et isolés - qu'on pense à l'échec économique de la perestroïka - , devraient suffire à illustrer la menace d'instabilité qui guette bel et bien l'Empire soviétique.

Aussi doit-on poser la question en ces termes: est-il prudent de baisser la garde, de sacrifier notre armée, structurellement défensive rappelons-le, alors que le chaos peut s'installer demain à quelques centaines de kilomètres, chaos dont la pire des factions pourrait sortir victorieuse ?

Osons le dire, tant que la Russie et les autres républiques soviétiques ne seront pas dotées d'institutions démocratiques bien ancrées et donnant de ce fait des garanties concrètes de non-agression, la Suisse n'a aucune raison, elle dont la politique de paix n'a jamais donné lieu à aucun doute, de brader sa sécurité sur l'autel des paris hasardeux.

Joseph Duquesne

## **COMITE ROMAND CONTRE LA SUPPRESSION DE L'ARMEE**

Case postale 101

1211 Genève 3

### **UNE POLITIQUE GLOBALE DE LA PAIX**

La majorité des arguments des partisans de l'initiative "pour une Suisse sans armée" ne tiennent pas le coup cinq minutes. Toute l'histoire est là pour y répondre.

Il en est un seul qui donne à réfléchir: c'est celui de la politique globale de paix. L'initiative s'intitule exactement "pour une Suisse sans armée et une politique globale de paix".

Tous les pacifistes - et quels sont ceux qui ne désirent pas la paix ? - peuvent se déclarer d'accord avec ce programme. La guerre est un fléau dont il faut par tous les moyens se débarrasser. Et la Suisse, épargnée par les derniers grands conflits, se doit d'apporter son aide et toute sa force à cet idéal par une politique peut-être plus active en faveur de la paix, par ses bons offices, par ses arbitrages, par toute sa diplomatie.

Mais faut-il pour cela supprimer notre armée ? Là est la question.

Les partisans de l'initiative le pensent. Il faut montrer l'exemple, faire tache d'huile en désignant le bon chemin de la paix. Hélas, trois fois hélas, cette manière de voir ne tient pas.

S'il veut doubler ses efforts en vue de la paix, notre pays se doit d'être fort. Il doit prouver qu'il n'est pas soumis aux pressions d'autres Etats. Il doit rester crédible et être prêt à se défendre lui-même au cas où l'on voudrait atteindre à sa propre paix.

S'il veut doubler ses efforts en vue de la paix, notre pays se doit d'être fort. Il doit prouver qu'il n'est pas soumis aux pressions d'autres Etats. Il doit rester crédible et être prêt à se défendre lui-même au cas où l'on voudrait atteindre à sa propre paix.

Imaginons, dans le cas contraire, les efforts diplomatiques et autres de la Suisse. Un pays sans véritable volonté de défendre son identité ne peut avoir une diplomatie forte. Au contraire, ses interlocuteurs pourraient penser qu'il est sous pression d'autres Etats, qu'il n'est par conséquent pas neutre, qu'il doit ou peut subir des pressions de toutes sortes.

Gorbatchev le dit lui-même: "Il est difficile de négocier avec les impérialistes. Si nous avons été faibles, personne n'aurait discuté avec nous. Et quelle que soit la somme que coûte la défense à notre peuple, je n'ai jamais rencontré, en aucun endroit dans lequel je me suis rendu en URSS, quelqu'un qui me dise: Michael Sergeievich, abandonnons l'armée afin d'acheter davantage de biens de consommation".

Alfred Oggier

## **COMITE ROMAND CONTRE LA SUPPRESSION DE L'ARMEE**

Case postale 101

1211 Genève 3

Guerre et paix

"ETAT DE GRACE" ?

Les milieux politiques militant pour "une Suisse sans armée" déclarent que la Confédération peut, sans armée, "assurer l'indépendance de la patrie contre l'étranger" comme l'exige l'article 2 de sa Constitution. Car sur notre Continent une nouvelle guerre serait désormais improbable. Or les récentes publications de l'Institut International de Défense Stratégique confirment que nulle part au monde on trouve un potentiel guerrier aussi concentré qu'en Europe.

Il est du reste trop beau et trop simpliste de croire que la suppression, par la Suisse, de son armée défensive ferait école à l'étranger. La décision populaire, il y a 25 ans, de renoncer à équiper nos troupes d'engins nucléaires n'a eu aucun écho outre-frontières helvétiques, sinon la publication de quelques articles ou même seulement d'entrefilets dans les journaux.

On cite l'exemple du Costa Rica. Certes, il a supprimé son armée en 1949 et vit en paix. Mais il a développé un système de forces de police qui, sous diverses appellations, réunit près de 30 000 hommes, y compris des troupes anti-terroristes. Plusieurs organisations y ont même créé des groupes armés privés. Ce pays ne peut du reste empêcher des mouvements d'opposition à des régimes étrangers de l'utiliser comme base pour leurs attaques.

Le Liban prouve qu'un pays dont la défense nationale est affaiblie et dont l'armée n'est pas fondée sur un consensus national, souffre d'une irrémédiable vulnérabilité. Inversement, la Finlande, dont la population correspond aux effectifs de la Suisse alémanique a dû son indépendance de l'URSS stalinienne à la volonté de défense de son peuple par des moyens militaires classiques, dans le cadre d'un système de milice comparable au nôtre.

Mais enfin où promoteurs et autres partisans de l'initiative pour une suppression de l'armée puisent-ils leur quiétude ? Ils pensent que la guerre serait abolie avec l'élimination des oppositions et tensions sociales comme si, le monde restant ce qu'il a toujours été, on pouvait espérer cet "état de grâce"... Et comme si l'on avait la preuve que les générations futures, peut-être déjà celle-ci, ne vivront pas l'avènement de quelque nouveau politique mégalomane soutenu par des troupes moutonnières.

Les urnes fédérales attendent une réponse catégorique aux dangereuses illusions d'un repos sans arme constamment au pied.

Roger Delapierre

**COMITE ROMAND CONTRE LA SUPPRESSION DE L'ARMEE**  
Case postale 101

1211 Genève 3

Sans armée...

**LE CAS COSTA RICA**

On cite souvent le Costa Rica à l'appui de la thèse selon laquelle un pays pourrait désarmer sans danger. Or le cas Costa Rica est édifiant. D'une part ce pays entretient des forces qui seraient interdites à la Suisse en cas d'acceptation de l'initiative "Pour une Suisse sans armée". D'autre part, aucun citoyen suisse se contenterait d'une souveraineté à la costaricaine, c'est-à-dire violée plus souvent qu'à son heure...

Au Costa Rica, s'il n'y a pas de Ministère de la défense, on trouve néanmoins un Ministère de la sécurité publique. Ce dernier dispose d'une Garde civile. Forte de 7000 hommes, elle est dotée notamment de bateaux, d'avions ainsi que d'armements légers. A ce contingent, il faut ajouter 110 hommes au service de la lutte contre la drogue, 180 pour la prévention des délits.

Pour sa part, le Ministère de l'intérieur contrôle une garde d'assistance rurale. Cela fait quelque 6 400 hommes équipés d'armes de poing et d'armements légers. Le Ministère de la Justice a sa propre police criminelle, forte de 320 hommes.

Le Ministère de la présidence compte pas moins de 600 unités dans sa Direction de sécurité. Il est équipé pour assurer la protection du président et des parlementaires et de leurs hôtes.

Le Ministère du travail et des transports contrôle une police chargée de surveiller le trafic routier, forte de 460 hommes.

Au total, pas moins de 15 000 hommes constituent les forces de sécurité du Costa Rica (2,8 millions d'habitants).

Ce pays a supprimé son armée en 1948. Résultat ? Il connut une invasion nicaraguaïenne. Neutre depuis 1983, il a cependant dû accepter des bases antisandinistes de Contras.

Tout neutre qu'il se déclare, le Costa Rica dépend d'un système collectif de sécurité. Il est ainsi membre de plusieurs pactes dont l'ODECA (Organizacion de Defensa Centroamericana) et surtout le Pacte de Rio, qui règle l'usage de la force militaire au Costa Rica par des Etats tiers. De surcroît, la présence américaine dans le pays est importante. Les USA pourraient intervenir même militairement dans le cas d'une agression extérieure, par exemple des deux voisins antiaméricains du Costa Rica. Cette année, les troupes américaines du génie ont construit une route reliant le port de Quepos à la frontière panaméenne...

Pas plus que le Liban, le Costa Rica n'est donc un modèle à suivre.

Les Suisses sont-ils ces cyniques qui, selon la définition d'Oscar Wilde, connaissent le prix de tout et la valeur de rien ?

La valeur en jeu le 26 novembre, c'est rien moins que la liberté. Espérons qu'elle tienne encore à coeur d'une bonne majorité de Suisses prêts à en payer le prix: le maintien d'une défense nationale crédible.

Raymond Gremaud

## QUELLE PAIX ?

"... et pour une politique globale de paix": telle est la seconde partie du titre de l'initiative "Pour une Suisse sans armée".

Global, selon le Petit Larousse 1989, signifie "considéré dans sa totalité, dans son ensemble, pris en bloc." Mais la politique active en faveur de la paix est une des deux composantes de la politique de sécurité de notre pays. L'autre composante étant le maintien d'une neutralité armée perpétuelle reconnu par le traité de Paris signé en novembre 1815.

On voit mal dès lors ce que la globalité ajoute à une attitude depuis très longtemps ferme en faveur d'un état de non-guerre. Et c'est pour le moins présomptueux de la part des auteurs de l'initiative en question de préciser dans le texte: 'La Suisse mène une politique globale de paix' "qui renforce l'autodétermination du peuple tout en favorisant la solidarité entre les peuples".

L'autodétermination du peuple est une réalité helvétique indiscutable - d'aucuns disent même qu'elle est trop sollicitée par trop d'initiatives! Quant à favoriser la solidarité entre les peuples, la petite Suisse serait probablement mal accueillie de donner des leçons à l'extérieur.

Cela dit, les efforts suisses en faveur de la paix sont multiples. Cela va de missions de bons offices à la coopération internationale en matière de développement, en passant par le soutien à la Croix-Rouge internationale, l'aide en cas de catastrophe et de situations de crises à l'étranger, etc.

La Suisse représente par exemple des pays ayant cessé toutes relations diplomatiques ou sont entrés en lutte armée. C'est ainsi qu'elle assure les intérêts américains en Iran; mais elle a garanti également des intérêts iraniens en Egypte et en Afrique du Sud. Rappelons son rôle important dans la mise au point, au Signal de Bougy, des accords d'Evian qui ont abouti à la fin du conflit entre la France et l'Algérie et à l'indépendance de cette dernière.

Plus récemment, la participation de la Suisse à l'opération d'indépendance de la Namibie s'est traduite par l'envoi de renforts, notamment sanitaires, comme unité de soutien à l'ONU.

Evoquons encore l'accueil de nombre de conférences internationales, quand ce ne serait que la rencontre historique Reagan-Gorbatchev en novembre 1985, ainsi que les négociations sur le désarmement. Et rappelons qu'en juin dernier, le Conseil fédéral a décidé d'affecter 15 millions de francs pour l'année 1990 en vue d'étendre la participation suisse à des actions de maintien de la paix.

Cela devrait suffire pour dire non à la suppression de l'armée, garante incontestée de l'indépendance de notre pays et partant de maintien de la paix dans la liberté.

Etre un modèle de paix, ajouterons-nous, ne signifie pas qu'on est inattaquable!

Claude Jeanloz